

Introductions

Loro Sa'e, « soleil levant » archaïsant, ou signe de modernité à l'ère de la mondialisation ?

À l'heure où ce dossier de *Lusotopie* est mis sous presse, nous apprenons la date probable à laquelle le huitième État de langue officielle portugaise – et huitième membre de la CPLP (Communauté des pays de langue portugaise) – accèdera à une indépendance internationalement reconnue : probablement le 20 mai 2002. Probablement aussi, l'événement soulèvera de la part de la communauté internationale un concert d'approbations aussi hypocritement unanime que fut cyniquement unanime son silence quand quelques dizaines de guérilleros isolés dans la montagne et quelques centaines de jeunes urbains à Dili, maintenaient vivante la résistance d'une population qu'ils faisaient peuple. Il n'est que de constater que l'Australie, seul État au monde à avoir reconnu *de jure* l'annexion indonésienne de la partie orientale de l'île de Timor, s'est vue confier le rôle dirigeant dans le processus de paix. On pourrait de même mettre en contraste l'actuel rôle éminent dévolu au Brésil dans le système des Nations unies à Timor, et son attitude d'il y a quelques années seulement quand, au moins jusqu'à la création de la CPLP, il manifestait plus d'intérêt pour ses bonnes relations commerciales avec l'Indonésie qu'avec la résistance timoraise.

Personne aujourd'hui ne doute de la légitimité de l'indépendance du Crocodile. En effet, elle fut matérialisée avec un courage inouï par la population lors du référendum du 30 août 1999¹ sur l'« autonomie » proposée par Djakarta alors qu'aucune condition de sécurité n'était remplie – l'armée indonésienne en était chargée, en vertu d'une convention

1. 98 % des recensés participèrent au vote malgré les intimidations, et 78,5 % votèrent « non », c'est-à-dire rejetèrent l'autonomie proposée par Djakarta et optèrent pour l'indépendance.

approuvée par la communauté internationale et même par le Portugal ! – et qu'elle savait pertinemment qu'elle allait être victime des plus extrêmes violences de la part des milices annexionnistes. Puis cette légitimité fut confirmée lors des élections législatives du 30 août 2001, au cours desquelles, à une forte majorité, la population pourtant infiniment hétérogène sur les plans ethniques, linguistiques et claniques, s'est prononcée en faveur du parti historique de la résistance, le Fretilin (Frente revolucionário para Timor Leste independente), celui-là même que l'Indonésie voulut écraser, au nom de la lutte – ô ! combien commode – contre le « communisme », lors de son invasion du 7 décembre 1975 et de l'occupation consécutive du territoire². Le Fretilin tirait une grande partie de sa popularité de ses liens avec la guérilla des Falintil (Forças armadas de libertação nacional de Timor Leste) dirigée depuis 1981 par Xanana Gusmão³ : ainsi c'est bien la voie des armes qui fut légitimée par la voix des urnes.

Même la France – ce « pays des droits de l'homme » qui n'établit aucun contact officieux avec la Résistance avant qu'elle ne gagnât – applaudira à la naissance du nouvel État dont elle découvrira avec ravissement la « latinophonie ». Quant au Portugal, c'est dans la fierté et l'apaisement qu'il réparera la honte nationale de la décolonisation ratée de 1975 : la formidable mobilisation, en 1999, de toute la nation lusitanienne en faveur de Timor, n'aura-t-elle pas, finalement, contribué à la victoire de la Résistance ? Il restera cependant à s'interroger sur les raisons complexes qui y ont permis une telle levée en masse en faveur de Timor, alors que non seulement rien ne semble possible face au désastre angolais – qui fit (et fait toujours) plus de morts que les exactions des milices à Timor –, mais que l'immense majorité des dirigeants sont scandaleusement alignés sur les positions officielles de l'oléocratie luandaïse.

Une indépendance « nécessaire » mais « non porteuse de sens » ?

Timor Loro Sa'e, Timor du Soleil Levant, sera indépendant dans quelques mois. Quelle est l'importance de l'événement ? Il va sans dire qu'elle est capitale pour la population concernée, et hautement symbolique pour l'ancienne puissance coloniale, le Portugal. Mais c'est bien au-delà qu'une telle indépendance interpelle, tant sur les plans politique que conceptuel. Un pays petit par sa superficie, de population faible et hétérogène, sans aucune

-
2. Les dernières troupes indonésiennes ont quitté Timor oriental le 31 octobre 1999, après deux mois de terreur des milices intégrationnistes contre la population qui avaient massivement rejeté l'offre de Djakarta.
 3. Rappelons que le premier président du Fretilin et commandant des Falintil, Nicolau Lobato, fut tué le 31 décembre 1978. Réorganisées par Xanana Gusmão en 1981, les Falintil restèrent le bras armé du Fretilin jusqu'en 1987. Mais, sans doute suite à une rencontre clandestine entre Mgr Belo et X. Gusmão en 1986, elles se considérèrent ensuite comme les forces armées de la résistance nationale tout entière, se dotant en 1989 d'un organisme politique propre, le Conseil national de la Résistance maubère, indépendant des partis politiques. Ces évolutions politiques non négligeables ne sauraient cependant effacer l'origine des Falintil, créées par le Fretilin, et le maintien d'un « terreau social » fortement commun qui vient d'être mis en évidence de manière éclatante par l'électorat.
-

tradition étatique, accède à la souveraineté politique alors qu'il est voisin des deux super-géants indonésien et australien : est-ce bien raisonnable à l'ère de la mondialisation ? N'entend-on pas très souvent, à propos de bien des contrées, que des revendications identitaires n'ont plus de sens, qu'elles ne peuvent exprimer que des « enfermements », qu'elles ne permettront pas une « authentique indépendance » parce que les peuples concernés – du reste, s'agit-il vraiment de peuples ? – sont « trop petits » et qu'ils « retomberont vite » sous la domination (au choix) américaine, russe, anglaise, française, etc. ? En bref, ne vaudrait-il pas mieux qu'ils demeurent dans leur giron actuel ? L'argument a une longue histoire, et fut utilisé, de manière surprenante, jusque dans les milieux les plus républicains si ce n'est communistes, pour justifier le maintien « temporaire » de la colonisation portugaise ou française, par exemple, qui permettait à ces territoires de ne pas tomber sous la coupe d'un « impérialisme étranger ». Il y avait des problèmes économiques et sociaux à résoudre, certes, mais c'était par ce « traitement social » venu de la métropole que l'on apaiserait la question identitaire de là-bas. Or le traitement social n'a jamais été suffisant pour résoudre une question identitaire historiquement enracinée.

À ce propos, les chercheurs en sciences sociales seront les premiers à récuser le primordialisme qui fait de l'identité une donnée stable, de l'origine un état, de la culture une nature seconde. Nous savons pertinemment que l'identité est un processus de production sociale, une invention permanente, bref qu'elle est la résultante extrêmement complexe de mille et uns facteurs économiques, sociaux, culturels et religieux, eux-mêmes changeants. Il est fort possible que, si l'Armée de libération du Sud l'avait emporté et qu'une république marocaine avait pu être constituée, il n'y aurait pas aujourd'hui une identité sahraouie en quête d'une dignité politique indépendante de celle du Maroc. Il n'est pas impensable que, sans le salazarisme, les Îles luso-créoles du Cap-Vert auraient pu pleinement exprimer leur identité propre au sein de l'« adjacence » qui convient à Madère et aux Açores. Si la Catalogne et le Québec réussissent à bien vivre en tant que nations dans les ensembles espagnol et canadien, il est probable qu'ils ne se prononceront jamais majoritairement pour l'indépendance. Benedict Anderson est donc parfaitement fondé à poser la question d'une possible intégration positive de Timor oriental dans l'archipel indonésien, à l'image de Goa ou Pondichéry dans l'Union indienne, ou de Macao ou Hong Kong dans la République populaire de Chine. L'histoire n'est pas « déterminée » et plusieurs possibles sont toujours envisageables.

Cela signifie que *la reconnaissance pleine et entière de l'identité* (sociale, culturelle, politique) peut être satisfaite selon des processus politiques qui varient énormément selon les contextes et les historicités. Mais *cette diversité des moyens* ne saurait cacher *la permanence du besoin social* d'identité et de dignité. La mondialisation ne change rien à l'affaire, si ce n'est qu'elle est le contexte actuel – après le capitalisme, l'impérialisme, la colonisation, le stalinisme – du *remaniement* permanent des identités. Ce remaniement n'est cependant nullement synonyme d'amoindrissement. La tendance à l'uniformisation, qu'indéniablement la mondialisation porte en elle, d'une

part ne signifie pas l'égalisation des situations – et de ce fait même nourrit ressentiments et différenciations nouvelles – et, d'autre part, n'est jamais totale. Il n'y a qu'à voir comment, dans leur propre intérêt, les plus grandes compagnies de ce monde n'abandonnent jamais les marchés nationaux, structurés par les États, pour les marchés continentaux, ces marchés continentaux tant bien que mal structurés par les organismes régionaux (Union européenne, Alena, Mercosul, etc.) pour un marché mondial totalement dérégulé et pour lequel l'OMC est tout sauf un « gouvernement mondial des marchés ». Leur intérêt réside dans la combinaison de ces niveaux d'intervention. On aurait ainsi tort d'oublier que la mondialisation n'est que l'une des tendances à l'œuvre dans les sociétés au tournant du siècle. Si elle *interpelle* les historicités locales ou régionales, elle ne les *détruit* pas et ne saurait en conséquence dévaloriser les besoins vécus et ressentis dans ces cadres.

Certes, l'indépendance timoraise pourrait être considérée comme un avatar tardif d'une situation « anormale », à l'instar des flambées nationalistes dans les Balkans ou le Caucase, explicables, dit-on, de par l'état retardataire légué par le « communisme », qui aurait lui-même figé des « atavismes historiques ». Timor aura effectivement souffert – énormément souffert – du cumul de deux situations « retardataires » : une désastreuse décolonisation portugaise postérieure de quinze à vingt ans (si ne n'est plus) à la vague des décolonisations afro-asiatiques, suivie d'une recolonisation atypique et hors d'âge effectuée par une ancienne colonie hollandaise dirigée par une dictature qui sortait tout juste des grands massacres anticommunistes de la seconde moitié des années soixante. Les « facteurs tardifs » ne manquent effectivement pas dans certaines régions du monde – Timor au premier chef – et peuvent mener à considérer que, du fait de leur spécificité même, leurs problèmes peuvent être résolus par la « classique » séparation et l'indépendance. *Mais ce serait, en quelque sorte, en guise de rattrapage*, sans que cela ne fasse sens à l'échelle planétaire, sans que la libération nationale et la défense de l'identité collective ne soient plus des données pertinentes de la modernité. L'indépendance de Timor ainsi pourrait être légitime *en tant que spécifique et retardataire*, mais sans que cela ne porte à conséquence pour l'Irian Jaya, la Tchétchénie, le Tibet, le Cachemire ou le Kurdistan, pour ne point parler de nos Irlande du Nord, Euskadi, Corse et autre Kosovo européens. L'interpénétration entre les discours de la mondialisation et ceux de l'universalisme brouille assurément l'échelle des légitimités, laissant à penser que moins il y aura de frontières (donc d'États, donc d'indépendances), mieux ce serait. Comme si, dans la réalité concrète et vécue, la liberté de circulation des humains et la mise en relation internationale croissante des peuples, assurément souhaitables, n'étaient pas à l'inverse indissociablement liées à la garantie de l'existence de la dignité et de l'identité collective pour tous.

S'il est plus qu'évident que le *contexte* dans lequel l'indépendance timoraise prend place est « retardataire », cela signifie-t-il que le processus d'indépendance lui-même ne soit explicable que par un nécessaire rattrapage, bref, ne fasse guère partie des catégories de la modernité à l'ère

de la mondialisation ? Cela reviendrait à dire que le *besoin social d'identité* ne serait qu'un avatar de la non-modernité dans lequel le territoire a été maintenu. On pourra – et on aura raison – dire que c'est l'extrême violence de l'occupation indonésienne, qui a renforcé l'identité est-timoraise, qui a politiquement fabriqué le « peuple maubère », qui a donné au catholicisme et à la langue portugaise – quel paradoxe ! – une expansion que « cinq siècles de colonisation » avaient été incapables de leur donner. Mais on n'aura encore répondu qu'à une question portant sur les conséquences, et non sur le pourquoi. Pourquoi cette extrême violence indonésienne ? Pourquoi les Est-Timorais, en 1974 alors sans nationalisme, ne se sentaient-ils pas indonésiens ? Pourquoi les Indonésiens ont-ils été totalement incapables d'imaginer Timor oriental comme indonésien et, tout de suite, s'y sont comporté comme en *terre coloniale* ? Même si une poignée d'étudiants de retour de l'étranger en 1974 et 1975, nourris de tiers-mondisme, les imaginaient déjà quand ils formèrent le Fretilin, le nationalisme et l'indépendance n'étaient sans doute pas fatals à Timor oriental, comme *moyen* d'exprimer les identités propres de la partie anciennement portugaise de l'île. Mais la violence indonésienne est insuffisante en elle-même à expliquer la réaction séparatiste timoraise : il y a bien des révoltes paysannes ou urbaines, dans les États oppresseurs, qui peuvent être massives et durables, mais n'expriment aucun séparatisme – les revendications qui en émanent sont sociales, économiques, politiques, mais point identitaires. À Timor, il fallait que des *identités propres* – et non la simple réaction à l'oppression – puissent s'exprimer d'une manière ou d'une autre : leur existence, combinée au contexte d'oppression, a imposé la nature séparatiste de la résistance. L'indépendance devint alors le meilleur *moyen* d'exprimer les identités propres à Timor oriental, et le Portugal le recours lointain mais durable : au sein de la contradiction historique entre le colonisateur et ses colonisés⁴, l'Indonésie avait surgi comme *une étrangère au sein du « conflit habituel »* entre les deux partenaires « traditionnels », perpétrant une agression contre *l'identité du conflit*, réunifiant symboliquement les ennemis d'hier contre l'intrus.

Un signe de modernité

Si le contexte dont a souffert la population de Timor oriental est indéniablement nourri de « facteurs tardifs », en revanche *le besoin social d'identité et de dignité est entièrement un désir de modernité*, et par conséquent fait déjà partie de la modernité. Il a nourri la résistance rendue nécessaire par un contexte archaïsant, mais cela n'enlève rien au fait que l'indépendance de Timor Loro Sa'e, bien plus qu'une séquelle du XX^e siècle, est un événement du XXI^e siècle : elle est déjà installée dans le cycle des révolutions nationales et démocratiques à venir ; elle nous montre que la question identitaire restera l'un des grands enjeux de la démocratie et continuera à constituer des objets potentiellement porteurs de subversion à l'ère de la mon-

4. N'oublions pas la grande révolte de 1959 et sa féroce répression.

dialisation.

L'importance ou la faiblesse démographique d'un peuple, la richesse ou le sous-développement économique de son territoire, sa dépendance plus ou moins marquée envers tels ou tels pays étrangers, tous arguments « raisonnables » généralement avancés contre la faisabilité des « petites indépendances », sont en réalité parfaitement hors-sujet. Qui nierait la légitimité de l'indépendance danoise en Europe ? ou même du Portugal, pays deux fois et demi moins peuplé que la seule ville de Mumbai (Bombay) ? La seule question qui vaille est celle de savoir si, de mille et une manières – et au premier chef en étant démocratiquement consultée –, une population exprime une identité propre et – pour paraphraser Ernest Renan – un désir de destin commun. Timor Loro Sa'e n'est pas une séquelle du passé, mais un signe de modernité.

La mondialisation contre la démocratie

Il n'en reste pas moins que ce passé va continuer à peser très lourd, et qu'il devra être intégré à la pensée politique émergente des nouveaux dirigeants : les structures traditionnelles, les alliances claniques et matrimoniales, la diversité ethnique et linguistique, la place délicate du portugais langue officielle, les strates socio-culturelles produites par des diasporas aux vécus distincts selon leurs ports d'attache (Australie, Mozambique, Portugal, Indonésie, etc.), les rancœurs léguées par des alignements politiques divergents selon les moments et les épreuves, tout cela devra au plus haut point être pris en compte. Les principaux dirigeants timorais, Xanana Gusmão au premier chef, semblent en avoir conscience. En bref, la poursuite de tout le *processus de production d'une identité d'identités* (qu'on peut appeler *nation*), devra au plus au point intégrer la diversité. C'est pourquoi il est condamné à l'échec si la démocratie – la prise en compte pleine et entière des besoins de tous définis par tous – n'est pas son axe moteur de développement.

Or de ce point de vue, la situation est inquiétante, non point en raison de telle ou telle polémique post-électorale de dirigeants timorais, mais de la toute puissance d'une « aide au développement » qui est un véritable rouleau compresseur face à la faiblesse du tissu social et démographique local. Quand tout d'un coup, des centaines de cadres de l'Onu aux revenus incommensurables, s'abattent sur une capitale très petite et détruite, quand des ONG toutes plus développementalistes les unes que les autres et aux revenus également très élevés, viennent implanter « leurs » projets alors que deux ans auparavant elles ignoraient tout du territoire, on peut dire que les premiers comme les secondes sont les vecteurs locaux d'une mondialisation agressive. Sous couvert de protection et d'aide, ils produisent une homogénéisation des aspirations, une confiscation des idées, une uniformisation des processus, une croissance urbaine artificielle, qui déposent la population de la maîtrise des moyens de production et de l'apprentissage de la démocratie. Ces caractéristiques de l'« aide » ne sont pas nouvelles dans le tiers monde, mais on peut craindre qu'elles soient particulièrement néfastes

dans un territoire *qui n'avait pas d'État* (pratiquement pas d'État sous les Portugais, une armée d'occupation étrangère sous les Indonésiens). Ce qui se construit n'y est donc pas *l'évolution* d'un quelque chose pré-existant sous *l'influence* d'une globalisation agressive – comme ce fut le cas lors de l'Opération des Nations unies au Mozambique (Onumoz) –, c'est ici *le produit direct* de cette globalisation elle-même, qui confisque la modernité et façonne les comportements à venir de l'État. Ainsi peuvent se comprendre les heurts politiques nombreux et immédiats entre les dirigeants politiques timorais et une administration de l'Onu possessive et arrogante, qui dût cependant rapidement accroître la « part » des Timorais eux-mêmes dans l'administration transitoire⁵. L'intervention des Nations unies en tant que telle n'est pas nécessairement contestable : ce qui l'est, c'est l'absence complète d'attention aux problèmes que sa présence « économiquement énorme » va léguer au futur. Les interventions de l'Onu semblent très uniformes quelles que soient les sociétés auxquelles elles s'appliquent⁶ : des centaines de fonctionnaires ou contractuels internationaux, richissimes en termes relatifs, mettent en place une administration et un appareil de sécurité propres – un paternalisme institutionnalisé – et n'y introduisent qu'ensuite des doses d'autochtonie. Certains ont récemment découvert qu'il pourrait être utile de réunir une grande assemblée traditionnelle en Afghanistan : ce genre d'idée – ou d'autres – ne semble avoir effleuré personne dans le cas de Timor⁷. L'Onu pliera bagage progressivement après l'indépendance – une force policière demeurant six mois de plus –, mais l'idéal durable qu'elle aura enraciné sur place ne sera-t-il pas celui exprimé, si fréquemment, par les enfants du tiers monde quand on leur demande ce qu'ils veulent faire plus tard : « devenir étrangers » ? Espérons que la coopération portugaise à venir, qui, sans nul doute, sera active, ne nourrira pas un tel idéal, fut-il « lusophone ».

La langue n'est pas la patrie

Le pire n'est jamais sûr, et ce que l'on ressent d'abord, à l'approche de l'indépendance de Timor Loro Sa'e, est une sympathie, une solidarité, un

-
5. 12 juillet 2000, sous la pression du Conseil national de la Résistance timoraise, l'Onu décida la formation d'un cabinet présidé par Sergio Vieira de Mello, de huit membres dont quatre Timorais, qui succéda à un « conseil consultatif national » de quinze membres, dont huit Timorais, qui ne donnait que des avis.
 6. ... de ce point de vue, elles rappellent les recettes du Fonds monétaire international dans les plans d'ajustement structurel qu'il imposa ou impose encore d'un bout à l'autre de la planète
 7. Ajoutons que l'Onu a carrément confisqué les résultats du référendum d'autodétermination : les bulletins de tous les centres de vote furent centralisés et mélangés à Dili, si bien qu'on ne connaîtra jamais les résultats locaux. Cela fut fait, bien sûr, au nom de la crainte de vengeances ou de « divisions ». Outre le « crime documentaire » ainsi perpétré, cette attitude démontre surtout que l'Onu n'avait aucune confiance dans l'administration nouvelle et autochtone qu'elle était censée aider à naître... Il s'agissait aussi de ne pas remettre en cause le principe sacro-saint d'intangibilité des frontières : si une zone, par exemple frontalière de Timor occidental, avait voté majoritairement pour l'intégration, l'Indonésie n'aurait-elle pas été fondée à réclamer cette partie ? Il est peu probable que cela se soit produit (même dans l'enclave d'Oekussi), mais cette simple éventualité fut rejetée d'un revers de main par les inventeurs de l'ordre mondial.
-

espoir. Dans une région asiatique où fourmillent les régimes autoritaires ou les dictatures déclarées, les frontières invraisemblables⁸ et les territoires encore colonisés, Timor est un enjeu international pour la démocratie.

Au sein de la communauté des pays ayant le portugais comme langue officielle, un autre enjeu, sans doute diffus, idéologique, mais de grande portée, pointe : en effet, l'indépendance de Timor n'est pas banale quand on la compare aux autres indépendances des pays ou territoires anciennement portugais.

Le Brésil avait, en 1820-22, conquis une indépendance sans décolonisation, puisque c'était l'État métropolitain lui-même qui avait décidé de demeurer dans sa colonie, désormais autocentrée. Cette indépendance ne changea donc pas pour autant sa nature fondatrice coloniale, tant sur le plan social et économique que sur celui de l'imaginaire. En Afrique en revanche, on eut bien en 1975 des indépendances avec décolonisation, mais il s'agit encore de décolonisations contraintes, qui obligèrent à treize ans de lutte armée et au changement de régime politique métropolitain : le Portugal n'en fut pas le moteur. En Asie, on avait jusqu'alors eu encore un autre cas de figure : deux décolonisations sans indépendance (Goa et Macao), contrainte dans le premier cas, et pour laquelle le Portugal fut un acteur dans le second. Du point de vue portugais, Timor surgit ainsi comme la première indépendance asiatique avec décolonisation, et pour laquelle l'ancienne métropole est l'un des acteurs. Ce contexte renforcera-t-il le sentiment post-impérial portugais envers « *o nosso Timor* », « *Timor lusófono* », « *Timor cristão* » ? Ce facteur existe, certainement.

Mais il en est un autre : l'« étrangeté asiatique » de Timor, loin, très loin, des identités luso-brésiliennes et des luso-créolités d'Afrique, mais aux côtés des identités bantoues et ouest-africaines, sera un facteur positif dans la très nécessaire évolution du concept de lusophonie – une lusophonie non pas, d'abord, définie par l'usage commun d'une même langue : qui la parle ? pour quel usage social ? –, mais définie, d'abord, en tant qu'*aire spécifique d'intersection avec d'autres identités*⁹. Décidément, la lusophonie ne peut pas être une dilatation de lusitanité. Si l'amour « lusophone » et « catholique » du Portugal pour Timor est patent, et pourrait devenir pesant, le pragmatisme des dirigeants timorais sur la question – ils s'approprient à adhérer à la fois à la CPLP, au Commonwealth¹⁰ et à l'ASEAN¹¹ – montre bien que

8. Voir par exemple celles de la Thaïlande ou de la Birmanie vers le Sud, celles de la Malaisie et, bien sûr ce géant archipelagique aux pieds d'argile qu'est l'Indonésie elle-même, du sultanat irrédentiste d'Aceh à l'Irian Jaya.

9. Il va de soi que cette réflexion peut être exactement décalquée en ce qui concerne la francophonie. La place de l'anglais dans l'anglophonie est en revanche un peu – seulement un peu – différente, en raison de l'hégémonie américaine, dans la mesure où l'utilité économique de la connaissance de cet idiome est immédiatement perceptible par les populations non anglophones des États anglophones. L'imposition du français ou du portugais ne se ressent pas nécessairement de cet avantage.

10. Rappelons que le Mozambique, siège pendant des années du gouvernement en exil de la RDTL (República democrática de Timor Leste), est également membre du Commonwealth. La situation géopolitique de Timor face à un géant anglophone (l'Australie) peut être comparée à celle du Mozambique « cerné » par un hinterland entièrement « anglophone ». L'adhésion projetée de Timor au Commonwealth a peut-être également pour fonctions d'une part de « médier » le face à face inégalitaire avec l'Australie, et d'autre part de ne pas se trouver au cœur des frictions entre ce pays et ceux de l'ASEAN.

pour eux, la langue portugaise est un *outil*, parmi d'autres, pour sauvegarder leur indépendance, mais elle n'est pas fondatrice de leur identité. Timor est donc un nouvel atout, très moderne, pour débarrasser la lusophonie de ses inoxydables oripeaux caravélistes...

* * *

Timor Loro Sa'e reste un objet nouveau pour l'analyse politique. Si des livres australiens ou portugais sont publiés, depuis peu mais à un rythme soutenu, sur le nouveau pays, l'essentiel de la recherche reste à faire : réévaluer l'historiographie coloniale et la recherche anthropologique faite à l'époque luso-coloniale, étudier les places respectives des nationalismes indonésien et timorais dans l'ensemble géopolitique malaio-indonésien, comprendre le fonctionnement de la société timoraise, mesurer les effets de moyen et long termes de l'occupation indonésienne, comprendre le rôle de la femme dans le changement social, réfléchir au processus de construction nationale, analyser, bien sûr la société civile émergente et le résultat des premières élections libres.

Ce dossier ne prétend nullement être parvenu à couvrir ces objectifs ! Nous avons simplement voulu placer quelques pièces dans le grand puzzle, dans notre devoir de connaissance. Et - pourquoi le cacher ? - ce ne fut pas facile : bien dans l'esprit de *Lusotopie*, revue internationale, revue basée au « Nord » mais cherchant au maximum - et par méthode -, la coopération avec des collègues du « Sud », nous voulions une forte présence de collègues timorais dans ces lignes. L'article introductif d'Ivo Carneiro de Sousa explique pourquoi ce ne fut pas possible et comment la grande majorité des auteurs ici réunis sont finalement « étrangers », et, à notre corps défendant, à l'image de la mondialisation imposée au Crocodile...

Que soient cependant ici chaleureusement remerciés tous les auteurs qui ont accepté de collaborer, parfois dans de mauvaises conditions, à ce dossier empirique¹² : nous souhaitons une forte coopération d'auteurs timorais, mais, comme pour n'importe quel objet d'étude en sciences sociales, il ne saurait y avoir aucun nationalisme dans la recherche. Celle relative à Timor est un enjeu pleinement international. Une toute petite contribution en est ici fournie.

Le 5 novembre 2001

Michel CAHEN

CNRS/Institut d'études politiques de Bordeaux

Centre d'étude d'Afrique noire

Courriel : <m.cahen@cean.u-bordeaux.f

11. Association of South East Asian Nations, Association des nations du Sud-Est asiatique.

12. Il va sans dire que les auteurs présents dans le dossier ne portent aucune responsabilité quant aux opinions et analyses exprimées dans cette introduction.

